

<u>Voorontwerp van ordonnantie houdende de wijzigingsbepalingen in het licht van de overname van de dienst onroerende voorheffing en van de wijziging van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest</u>	<u>Avant-projet d'ordonnance contenant des dispositions diverses en vue de la reprise du service du précompte immobilier et modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale</u>
<u>Hoofdstuk 1. Inleidende bepaling</u>	<u>Chapitre 1^{er}. Disposition introductive</u>
<u>Artikel 1</u>	<u>Article 1^{er}</u>
Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.	La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.
<u>Hoofdstuk 2. Wijzigingsbepalingen van Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992</u>	<u>Chapitre 2. Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992</u>
<u>Afdeling 1 : Algemene bepalingen</u>	<u>Section 1^{ère} : Dispositions générales</u>
<u>Art. 2</u>	<u>Art. 2</u>
De wijzigingen als gevolg van de huidige ordonnantie zijn uitsluitend van toepassing voor wat betreft de onroerende voorheffing.	Les modifications effectuées par la présente ordonnance sont applicables uniquement en ce qui concerne le précompte immobilier.
<u>Art. 3</u>	<u>Art. 3</u>
Vanaf de inwerkingtreding van de huidige ordonnantie en in het kader van de overname van de onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zijn de woorden "de Koning" gebruikt in de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in het kader van onroerende voorheffing en die binnen de bevoegdheid vallen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te begrijpen als "de Brusselse Hoofdstedelijke Regering".	A compter de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance et dans le cadre du service de la reprise du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale, lorsque les mots «le Roi» sont utilisés dans une disposition du Code des impôts sur les revenus 1992, qui concerne le précompte immobilier et qui relève de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, il y a lieu d'entendre sous ces termes «le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale».
<u>Afdeling 2 : Wijzigingsbepalingen van toepassing op het gehele Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992</u>	<u>Section 2: Dispositions modificatives applicables à l'ensemble du Code des impôts sur les revenus 1992</u>
<u>Art. 4</u>	<u>Art. 4</u>
In de Franse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht	Dans la version en français du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION

16-07-2017

MAN STATE
WETGEVING

61884 / 2V

<p>betreffende de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:</p> <p>1° de woorden “dirigeant de l’administration en charge de l’établissement de l’impôt sur les revenus”, “fonctionnaire chargé de l’établissement ou du recouvrement des impôts”, “conseiller général”, “conseiller général de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l’imposition, l’accroissement et l’amende ont été établis”, “fonctionnaire de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus, d’un titre supérieur à celui d’attaché”, “fonctionnaire de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus”, “directeur des contributions”, “receveur chargé du recouvrement”, “fonctionnaire désigné par le Roi”, “receveur compétent”, “fonctionnaire chargé du recouvrement”, “conseiller général de l’administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus”, “fonctionnaire dirigeant les services chargés du recouvrement des impôts sur les revenus”, “receveur”, “receveur des contributions directes”, “fonctionnaire compétent” en “receveur compétent” worden telkens vervangen door de woorden “fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>2° de woorden “l’agent compétent de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus” worden vervangen door de woorden “le fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>3° de woorden “fonctionnaires chargés du recouvrement”, “agents de l’administration”, “agents de l’administration qui est en charge des impôts sur les revenus”, “agents”, “fonctionnaires de l’administration en charge de l’établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement,</p>	<p>concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale:</p> <p>1° les mots «dirigeant de l’administration en charge de l’établissement de l’impôt sur les revenus», «fonctionnaire chargé de l’établissement ou du recouvrement des impôts», «conseiller général», «conseiller général de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l’imposition, l’accroissement et l’amende ont été établis», «fonctionnaire de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus, d’un titre supérieur à celui d’attaché», «fonctionnaire de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus», «directeur des contributions», «receveur chargé du recouvrement», «fonctionnaire désigné par le Roi», «receveur compétent», «fonctionnaire chargé du recouvrement», «conseiller général de l’administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus», «fonctionnaire dirigeant les services chargés du recouvrement des impôts sur les revenus», «receveur», «receveur des contributions directes», «fonctionnaire compétent» et «receveur compétent» sont chaque fois remplacés par les mots «fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>2° les mots «l’agent compétent de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus» sont remplacés par les mots «le fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>3° les mots «fonctionnaires chargés du recouvrement», «agents de l’administration», «agents de l’administration qui est en charge des impôts sur les revenus», «agents», «fonctionnaires de l’administration en charge de l’établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement,</p>
--	---

<p>des impôts sur les revenus”, “personnes appartenant aux services à qui l’administration en charge de l’établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus”, “receveurs”, en “conseillers généraux de l’administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus désignés par le ministre qui a les Finances dans ses attributions” worden telkens vervangen door de woorden “fonctionnaires contractuels ou statutaires ou toutes autres personnes désignés à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>4° de woorden “fonctionnaire désigné à cette fin par le Ministre des Finances” en “fonctionnaire du titre de conseiller au moins, désigné à cet effet par le Ministre des Finances” worden telkens vervangen door de woorden “fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>5° de woorden “l’agent désigné par le Ministre” worden telkens vervangen door de woorden “le fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>6° de woorden “au Trésor” worden telkens vervangen door de woorden “à la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>7° de woorden “du Trésor” worden telkens vervangen door de woorden “de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>8° de woorden “le Trésor public” worden telkens vervangen door de woorden “la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>9° de woorden “l’Etat” worden telkens vervangen door de woorden “la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>10° de woorden “l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus”, “l’administration”, “l’administration en charge de</p>	<p>des impôts sur les revenus», «personnes appartenant aux services à qui l’administration en charge de l’établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus», «receveurs», et «conseillers généraux de l’administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus désignés par le ministre qui a les Finances dans ses attributions» sont chaque fois remplacés par les mots «fonctionnaires contractuels ou statutaires ou toutes autres personnes désignés à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>4° les mots «fonctionnaire désigné à cette fin par le Ministre des Finances» et «fonctionnaire du titre de conseiller au moins, désigné à cet effet par le Ministre des Finances» sont chaque fois remplacés par les mots «fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>5° les mots «l’agent désigné par le Ministre » sont chaque fois remplacés par les mots «le fonctionnaire contractuel ou statutaire ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>6° les mots «au Trésor » sont chaque fois remplacés par les mots « à la Région de Bruxelles-Capitale » ;</p> <p>7° les mots «du Trésor sont chaque fois remplacés par les mots «de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>8° les mots «le Trésor public» sont chaque fois remplacés par les mots «la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>9° les mots «l’Etat» sont chaque fois remplacés par les mots «la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>10° les mots «l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus», «l’administration», «l’administration en charge de l’établissement, ou celle en</p>
--	--

<p>l'établissement, ou celle en charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus", "l'administration fiscale", "les administrations qui ressortissent du Service public fédéral Finances", "l'administration qui a en charge l'établissement ou le recouvrement de l'impôt sur les revenus dans ses attributions", "l'administration belge", "l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus", "l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus", "le service désigné à cette fin par le Ministre des Finances", "le service désigné à cet effet par l'administration générale de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus" en "le Service Public Fédéral Finances" worden telkens vervangen door de woorden "le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale";</p> <p>11° de woorden "à l'administration", "à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus", "à l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus", en "à l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus" worden vervangen door de woorden "au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale";</p> <p>12° de woorden "Ministre des Finances" en "ministre" worden telkens vervangen door de woorden "Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget".</p>	<p>charge de la perception et du recouvrement, des impôts sur les revenus», «l'administration fiscale», «les administrations qui ressortissent du Service public fédéral Finances», «l'administration qui a en charge l'établissement ou le recouvrement de l'impôt sur les revenus dans ses attributions», «l'administration belge», «l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus», «l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus», «le service désigné à cette fin par le Ministre des Finances», «le service désigné à cet effet par l'administration générale de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus» et «le Service Public Fédéral Finances» sont chaque fois remplacés par les mots «le service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>11° les mots «à l'administration», «à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus», «à l'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus», et «à l'administration compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus» sont chaque fois remplacés par les mots «au service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>12° les mots «Ministre des Finances» et «ministre» sont chaque fois remplacés par les mots «Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget».</p>
Art. 5	Art. 5
<p>In de Nederlandse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht betreffende de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:</p> <p>1° de woorden "de leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen", "-ambtenaar belast met de vestiging of de invordering van de inkomstenbelastingen", "adviseur generaal", "adviseur generaal van</p>	<p>Dans la version en néerlandais du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale:</p> <p>1° les mots «de leidinggevende ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen», «ambtenaar belast met de vestiging of de invordering van de inkomstenbelastingen», «adviseur generaal», «adviseur generaal van de</p>

de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd”, “een ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen met een hogere titel dan die van attaché”, “ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen”, “de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen”, “ontvanger belast met de invordering”, “de door de Koning aan te wijzen ambtenaar”, “bevoegde ontvanger”, “ambtenaar belast met de invordering”, “adviseur generaal belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen”, “ambtenaar die de leiding heeft over de diensten belast met de invordering van de inkomstenbelastingen”, “ontvanger”, “bevoegde ambtenaar” en “bevoegde ontvanger” worden telkens vervangen door de woorden “contractueel ambtenaar of statutair of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;

2° de woorden “de bevoegde ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen” worden vervangen door de woorden “de contractuele of statutaire ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;

3° de woorden “de bevoegde ambtenaren belast met de invordering”, “bevoegde ambtenaar van de administratie”, “bevoegde ambtenaar van de administratie bevoegd voor de inkomstenbelastingen”, “ambtenaren”, “ambtenaren van de administratie bevoegd voor de vestiging, of deze bevoegd voor de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen”, “personen die deel uitmaken van diensten waaraan de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen”, “ontvangers”, en “adviseur generaals van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen aangeduid door de minister die de Financiën onder zijn bevoegdheden” worden telkens vervangen door de woorden “de contractuele of statutaire ambtenaar of elke

administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhoging en de boete zijn gevestigd», «een ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen met een hogere titel dan die van attaché», «ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen», «de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen», «ontvanger belast met de invordering», «de door de Koning aan te wijzen ambtenaar», «bevoegde ontvanger», «ambtenaar belast met de invordering», «adviseur generaal belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen», «ambtenaar die de leiding heeft over de diensten belast met de invordering van de inkomstenbelastingen», «ontvanger», «bevoegde ambtenaar» et «bevoegde ontvanger» sont chaque fois remplacés par les mots «contractueel ambtenaar of statutair of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;

2° les mots «de bevoegde ambtenaar van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen» sont remplacés par les mots «de contractuele of statutaire ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;

3° les mots «de bevoegde ambtenaren belast met de invordering», «bevoegde ambtenaar van de administratie», «bevoegde ambtenaar van de administratie bevoegd voor de inkomstenbelastingen», «ambtenaren», «ambtenaren van de administratie bevoegd voor de vestiging, of deze bevoegd voor de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen», «personen die deel uitmaken van diensten waaraan de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen», «ontvangers», et «adviseur generaals van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen aangeduid door de minister die de Financiën onder zijn bevoegdheden» sont chaque fois remplacés par les mots «de contractuele of statutaire ambtenaar of elke andere

andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;	persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;
4° de woorden “de ambtenaar die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën” en “een ambtenaar met minstens de titel van adviseur, die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën” worden telkens vervangen door de woorden “de contractuele of statutaire ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting”;	4° les mots «de ambtenaar die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën» et «een ambtenaar met minstens de titel van adviseur, die hiertoe werd aangesteld door de Minister van Financiën» sont chaque fois remplacés par les mots «de contractuele of statutaire ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting»;
5° de woorden “de ambtenaar aangeduid door de Minister” worden telkens vervangen door de woorden “de contractuele of statutaire ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting”;	5° les mots «de ambtenaar aangeduid door de Minister» sont chaque fois remplacés par les mots «de contractuele of statutaire ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting»;
6° de woorden “aan de schatkist» worden telkens vervangen door de woorden «aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”;	6° les mots «aan de schatkist» sont chaque fois remplacés par les mots «aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest»;
7° de woorden “van de schatkist” worden telkens vervangen door de woorden “van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”;	7° les mots «van de schatkist» sont chaque fois remplacés par les mots «van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest»;
8° de woorden “de Openbare schatkist” worden telkens vervangen door de woorden “het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”;	8° les mots «de Openbare schatkist» sont chaque fois remplacés par les mots «het Brussels Hoofdstedelijk Gewest»;
9° de woorden “de Staat” worden telkens vervangen door de woorden “het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”;	9° les mots «de Staat» sont chaque fois remplacés par les mots «het Brussels Hoofdstedelijk Gewest»;
10° de woorden “de administratie belast voor de vestiging van de inkomstenbelastingen”, “de administratie”, “de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen”, “de fiscale administratie”, “de administraties die ressorteren onder de Federale Overheidsdienst Financiën”, “de administratie belast met de vestiging of bevoegd voor de invordering van de inkomstenbelastingen”, “de Belgische administratie”, “de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de	10° les mots «de administratie belast voor de vestiging van de inkomstenbelastingen», «de administratie», «de administratie belast met de vestiging, of deze belast met de inning en invordering van de inkomstenbelastingen», «de fiscale administratie», «de administraties die ressorteren onder de Federale Overheidsdienst Financiën», «de administratie belast met de vestiging of bevoegd voor de invordering van de inkomstenbelastingen», «de Belgische administratie», «de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de

<p>inkomstenbelastingen”, “de administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen”, “de dienst die daarvoor aangewezen is door de Minister van Financiën”, “de dienst die daarvoor aangewezen is door de Algemene Administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen” en “de Federale Overheidsdienst Financiën” worden telkens vervangen door de woorden “de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p> <p>11° de woorden “aan de administratie”, “aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen”, “aan de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen” en “aan de bevoegde administratie voor de vestiging van de inkomstenbelastingen” worden telkens vervangen door de woorden “aan de aangewezen dienst door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p> <p>12° de woorden “Ministerie van Financiën” en “minister” worden telkens vervangen door de woorden “Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting”.</p>	<p>inkomstenbelastingen», «de administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen», «de dienst die daarvoor aangewezen is door de Minister van Financiën», «de dienst die daarvoor aangewezen is door de Algemene Administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen» et «de Federale Overheidsdienst Financiën» sont chaque fois remplacés par les mots «de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p> <p>11° les mots «aan de administratie», «aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen», «aan de Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen» et «aan de bevoegde administratie voor de vestiging van de inkomstenbelastingen» sont chaque fois remplacés par les mots «aan de aangewezen dienst door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p> <p>12° les mots «Ministerie van Financiën» et «minister» sont chaque fois remplacés par les mots «Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting».</p>
<u>Afdeling 3: Specifieke wijzigingsbepalingen.</u>	<u>Section 3: Dispositions modificatives spécifiques</u>
Art. 6	Art. 6
<p>In afwijking van artikel 4, worden in de Franse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 de volgende wijzigingen aangebracht met betrekking tot de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:</p> <p>1° in artikel 322, §5, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden de woorden “par le fonctionnaire visé au §2, alinéa 3, désigné par le ministre” vervangen door de woorden “par le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, visé au §2, alinéa 3”;</p>	<p>Par dérogation à l’article 4, dans la version en français du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale:</p> <p>1° dans l’article 322, § 5, dernier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, les mots «par le fonctionnaire visé au §2, alinéa 3, désigné par le ministre» sont remplacés par les mots «par le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, visé au §2, alinéa 3»;</p>

<p>2° in artikel 333/1, van hetzelfde wetboek, wordt paragraaf 2 vervangen als volgt : “Le service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fournit une fois par an au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Finances et du Budget, un rapport qui contient les informations déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.”</p> <p>3° in artikel 335, eerste lid, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “dudit Service public régulièrement chargés de l’établissement et du recouvrement des impôts” vervangen door de woorden “du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>4° in artikel 366, eerste lid, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “conseiller général de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l’imposition, l’accroissement et l’amende ont été établis” vervangen door de woorden “fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>5° in hetzelfde artikel wordt het tweede lid vervangen als volgt: “Lorsque la réclamation est adressée à un autre fonctionnaire d’un des services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale que celui désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par ce fonctionnaire”;</p> <p>6° in artikel 376^{quinquies}, paragraaf 1, van hetzelfde wetboek, wordt vervangen als volgt: “En cas de réclamation introduite auprès du fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou, lorsque l’application de l’article 376 a été demandée, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l’imposition est</p>	<p>2° dans l’article 333/1, du même Code, le paragraphe 2 est remplacé comme suit: «Le service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fournit une fois par an au Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en charge des Finances et du Budget, un rapport qui contient les informations déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.»;</p> <p>3° dans l’article 335, alinéa 1er, du même Code, les mots «dudit Service public régulièrement chargés de l’établissement et du recouvrement des impôts» sont remplacés par les mots «du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>4° dans l’article 366, alinéa 1er, du même Code, les mots «conseiller général de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel l’imposition, l’accroissement et l’amende ont été établis» sont remplacés par les mots «fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>5° dans le même article, l’alinéa 2 est remplacé par ce qui suit: «Lorsque la réclamation est adressée à un autre fonctionnaire d’un des services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale que celui désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la réclamation reste valablement introduite à la date de sa réception par ce fonctionnaire»;</p> <p>6° dans l’article 376^{quinquies}, du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit «En cas de réclamation introduite auprès du fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou, lorsque l’application de l’article 376 a été demandée, le redevable, ainsi que son conjoint sur les biens duquel l’imposition est</p>
--	--

<p>mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>7° in paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde artikel, worden de woorden “le service de conciliation fiscale” vervangen door de woorden “le service visé au paragraphe 1^{er}”;</p> <p>8° in artikel 379, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “tout fonctionnaire d’une administration fiscale” vervangen door de woorden “tout fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>9° in artikel 413^{ter}, §2, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “conseiller général de l’administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel le redevable ou son conjoint sur les biens duquel l’imposition est mise en recouvrement a son domicile” vervangen door de woorden “fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>10° in artikel 413^{quinquies}, van hetzelfde wetboek, wordt paragraaf 2, vervangen als volgt: “Elle peut faire l’objet, dans le mois de sa notification, d’un recours auprès d’une commission, dont la composition et les modalités sont déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>11° in artikel 433, §1, 2°, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “le receveur dans ressort duquel le propriétaire ou l’usufruitier du bien a son domicile ou son principal établissement et, en outre, s’il s’agit d’un immeuble receveur des contributions dans le ressort duquel il est situé” vervangen door de woorden “le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p>	<p>mise en recouvrement, peuvent introduire une demande de conciliation auprès du service désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>7° dans le paragraphe 2, alinéa 2, du même article, les mots «le service de conciliation fiscale » sont remplacés par les mots « le service visé au paragraphe 1^{er}»;</p> <p>8° dans l’article 379 du même Code, les mots «tout fonctionnaire d’une administration fiscale» sont remplacés par les mots «tout fonctionnaire statutaire ou contractuel désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>9° dans l’article 413^{ter}, §2, du même Code, les mots «conseiller général de l’administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus dans le ressort duquel le redevable ou son conjoint sur les biens duquel l’imposition est mise en recouvrement a son domicile » sont remplacés par les mots « fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale » ;</p> <p>10° dans l’article 413^{quinquies} du même Code, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : «Elle peut faire l’objet, dans le mois de sa notification, d’un recours auprès d’une commission, dont la composition et les modalités sont déterminées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>11° dans l’article 433, §1^{er}, 2°, du même Code, les mots «le receveur dans ressort duquel le propriétaire ou l’usufruitier du bien a son domicile ou son principal établissement et, en outre, s’il s’agit d’un immeuble receveur des contributions dans le ressort duquel il est situé» sont remplacés par les mots «le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p>
--	--

<p>12° in artikel 434 van hetzelfde wetboek worden de woorden “les receveurs notifiant” vervangen door de woorden “le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale notifie”;</p> <p>13° in artikel 441, eerste lid, van hetzelfde wetboek worden de woorden “du receveur, dans le ressort duquel l’immeuble est situé et, s’il y a lieu, du receveur des contributions dans le ressort duquel l’intéressé a son domicile ou son principal établissement” vervangen door de woorden “du fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>14° in artikel 442, eerste lid, van hetzelfde wetboek worden de woorden “le receveur du domicile ou du principal établissement du propriétaire desdits meubles” vervangen door de woorden “le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”;</p> <p>15° in artikel 442bis, §§ 1 en 3, tweede lid, van hetzelfde wetboek worden de woorden “receveur du domicile ou du siège social du cédant” vervangen door de woorden “fonctionnaire statutaire et contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale”.</p>	<p>12° dans l’article 434 du même Code, les mots «les receveurs notifiant» sont remplacés par les mots «le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale notifie»;</p> <p>13° dans l’article 441, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots «du receveur, dans le ressort duquel l’immeuble est situé et, s’il y a lieu, du receveur des contributions dans le ressort duquel l’intéressé a son domicile ou son principal établissement» sont remplacés par les mots « du fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>14° dans l’article 442, alinéa 1^{er}, du même Code les mots «le receveur du domicile ou du principal établissement du propriétaire desdits meubles» sont remplacés par les mots «le fonctionnaire statutaire ou contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale»;</p> <p>15° dans l’article 442bis, §§ 1^{er} et 3, alinéa 2, du même Code, les mots «receveur du domicile ou du siège social du cédant» sont remplacés par les mots «fonctionnaire statutaire et contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale».</p>
<p>Art. 7</p>	<p>Art. 7</p>
<p>In afwijking van artikel 5, in de Nederlandse versie van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende veranderingen aangebracht met betrekking tot de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:</p> <p>1° in artikel 322, §5, laatste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de woorden “de door de minister aangestelde ambtenaar bedoeld in §2, derde lid” vervangen door de woorden “door de statutaire of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor</p>	<p>Par dérogation à l’article 5, dans la version en néerlandais du Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes pour ce qui concerne le précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale :</p> <p>1° dans l’article 322, §5, dernier alinéa, du Code des Impôts sur les revenus 1992, les mots «de door de minister aangestelde ambtenaar bedoeld in §2, derde lid» sont remplacés par les mots «door de statutaire of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de</p>

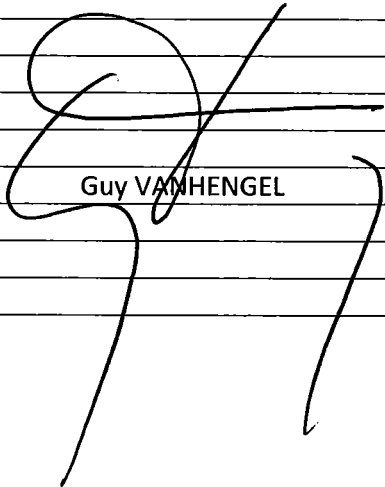
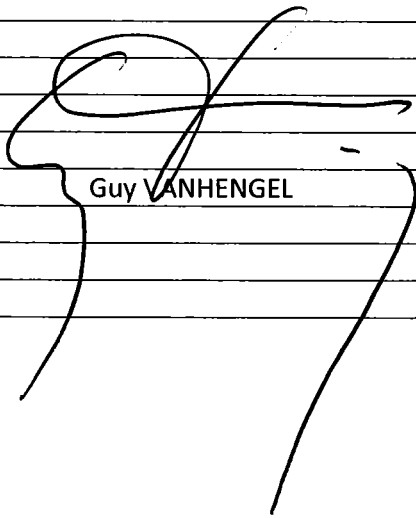
<p>aangeduid door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting, bedoeld in §2, derde lid”;</p> <p>2° in artikel 333/1, wordt paragraaf 2, van hetzelfde wetboek vervangen als volgt : “De dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bezorgt éénmaal per jaar een rapport aan de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting. Dit rapport bevat de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgestelde informatie.”;</p> <p>3° in artikel 355, eerste lid, van hetzelfde wetboek worden de woorden “de voornoemde Federale overheidsdienst regelmatig belast met de vestiging en invordering van de belastingen” vervangen door de woorden “van de dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p> <p>4° in artikel 366, eerste lid, van hetzelfde wetboek worden de woorden “de adviseur generaal van de administratie belast met de invordering van de belastingen op de inkomsten in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhogingen en de boete zijn gevestigd” vervangen door de woorden “de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p> <p>5° in hetzelfde artikel wordt het tweede lid vervangen door wat volgt: “In het voorliggende geval het bezwaarschrift is geadresseerd aan een andere ambtenaar van één van de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dan diegene die hiervoor werd aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zal het bezwaarschrift geldig ingediend blijven vanaf de datum van ontvangst door deze ambtenaar”;</p> <p>6° in het artikel 376^{quinquies}, van hetzelfde wetboek, wordt de eerste paragraaf vervangen door wat volgt: “in het geval het bezwaarschrift ingediend bij de bevoegde statutaire of contractuele ambtenaar of elke</p>	<p>Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën en Begroting, bedoeld in §2, derde lid»;</p> <p>2° dans l’article 333/1, du même Code, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit: «De dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bezorgt éénmaal per jaar een rapport aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën en Begroting. Dit rapport bevat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgestelde informatie.»;</p> <p>3° dans l’article 355, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots «de voornoemde Federale overheidsdienst regelmatig belast met de vestiging en invordering van de belastingen» sont remplacés par les mots «van de dienst hiervoor aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p> <p>4° dans l’article 366, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots «de adviseur generaal van de administratie belast met de invordering van de belastingen op de inkomsten in wiens ambtsgebied de aanslag, de verhogingen en de boete zijn gevestigd» sont remplacés par les mots «de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p> <p>5° dans le même article, l’alinéa 2 est remplacé par ce qui suit: «In het voorliggende geval het bezwaarschrift is geadresseerd aan een andere ambtenaar van één van de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dan diegene die hiervoor werd aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, zal het bezwaarschrift geldig ingediend blijven vanaf de datum van ontvangst door deze ambtenaar»;</p> <p>6° dans l’article 376^{quinquies}, du même Code, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit : «In het geval het bezwaarschrift ingediend bij de bevoegde statutaire of contractuele ambtenaar of elke andere</p>
---	--

<p>andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of, in het geval de toepassing van artikel 376 gevraagd werd, de belastingschuldige evenals de echtgenoot van de belastingschuldige op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, kunnen een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de dienst hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p>	<p>persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering of, in het geval de toepassing van artikel 376 gevraagd werd, de belastingschuldige evenals de echtgenoot van de belastingschuldige op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd, kunnen een aanvraag tot bemiddeling indienen bij de dienst hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p>
<p>7° in paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde artikel, worden de woorden “de dienst voor fiscale bemiddeling” vervangen door de woorden “de dienst zoals vermeld in paragraaf 1”;</p>	<p>7° dans le paragraphe 2, alinéa 2, du même article, les mots «de dienst voor fiscale bemiddeling» sont remplacés par les mots «de dienst zoals vermeld in paragraaf 1»;</p>
<p>8° in het artikel 379, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “elke ambtenaar van de fiscale administratie” vervangen door de woorden “elke statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p>	<p>8° dans l’article 379 du même Code, les mots «elke ambtenaar van de fiscale administratie» sont remplacés par les mots «elke statutaire of contractuele ambtenaar hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p>
<p>9° in het artikel 413ter, §2, van hetzelfde wetboek worden de woorden “adviseur generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de belastingschuldige of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd zijn woonplaats heeft” vervangen door de woorden “de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p>	<p>9° dans l’article 413ter, §2, du même Code, les mots «adviseur generaal van de administratie belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen in wiens ambtsgebied de belastingschuldige of zijn echtgenoot op wiens goederen de aanslag wordt ingevorderd zijn woonplaats heeft» sont remplacés par les mots «de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p>
<p>10° artikel 413quinquies, §2, van hetzelfde wetboek wordt vervangen door wat volgt: “Ze kan het voorwerp uitmaken, binnen de maand van de kennisgeving, van een beroep ingesteld bij een commissie, waarvan de samenstelling en de modaliteiten bepaald zijn door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”;</p>	<p>10° l’article 413quinquies, §2, du même Code, est remplacé par ce qui suit: «Ze kan het voorwerp uitmaken, binnen de maand van de kennisgeving, van een beroep ingesteld bij een commissie, waarvan de samenstelling en de modaliteiten bepaald zijn door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p>
<p>11° in artikel 433, § 1, 2°, van hetzelfde wetboek, worden de woorden “de ontvanger van het ambtsgebied waarin de eigenaar of de vruchtgebruiker van het goed zijn woonplaats of zijn hoofdinrichting heeft en, daarenboven, zo het om een onroerend goed gaat, de ontvanger van het</p>	<p>11° dans l’article 433, § 1^{er}, 2, du même Code, les mots «de ontvanger van het ambtsgebied waarin de eigenaar of de vruchtgebruiker van het goed zijn woonplaats of zijn hoofdinrichting heeft en, daarenboven, zo het om een onroerend goed gaat, de ontvanger van het</p>

<p>ambtsgebied waarin dat goed gelegen is" vervangen door de woorden "de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering";</p> <p>12° in artikel 434 van hetzelfde wetboek worden de woorden "wordt door de ontvangers kennis gegeven" vervangen door de woorden "de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering geven kennis";</p> <p>13° in artikel 441, eerste lid, van hetzelfde wetboek, worden de woorden "van de ontvanger in wiens ambtsgebied het onroerend goed gelegen is en, in voorkomend geval, van de ontvanger in wiens ambtsgebied de betrokkene zijn woonplaats of zijn hoofdinrichting heeft" vervangen door de woorden "van de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering";</p> <p>14° in artikel 442, eerste lid, van hetzelfde wetboek, worden de woorden "de ontvanger van de woonplaats of van de hoofdinrichting van de eigenaar van die goederen" vervangen door de woorden "de statutaire ambtenaar of de contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering";</p> <p>15° in het artikel 442bis, §§ 1 en 3, tweede lid, van hetzelfde wetboek, worden de woorden "ontvanger van de woonplaats of maatschappelijke zetel van de overdrager" vervangen door de woorden "statutair ambtenaar of contractueel ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering".</p>	<p>ambtsgebied waarin dat goed gelegen is» sont remplacés par les mots «de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p> <p>12° dans l'article 434 du même Code, les mots «wordt door de ontvangers kennis gegeven» sont remplacés par les mots «de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering geven kennis»;</p> <p>13° dans l'article 441, alinéa 1^{er} du même Code, les mots «van de ontvanger in wiens ambtsgebied het onroerend goed gelegen is en, in voorkomend geval, van de ontvanger in wiens ambtsgebied de betrokkene zijn woonplaats of zijn hoofdinrichting heeft. » sont remplacés par les mots «van de statutaire ambtenaar of contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p> <p>14° dans l'article 442, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots «de ontvanger van de woonplaats of van de hoofdinrichting van de eigenaar van die goederen» sont remplacés par les mots «de statutaire ambtenaar of de contractuele ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering»;</p> <p>15° dans l'article 442bis, §§1^{er} et 3, alinéa 2, du même Code, les mots «ontvanger van de woonplaats of maatschappelijke zetel van de overdrager» sont remplacés par les mots «statutaire ambtenaar of contractueel ambtenaar of elke andere persoon hiervoor aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering».</p>
<u>Afdeling 4 : Opheffingsbepaling</u>	<u>Section 4 : Disposition abrogatoire</u>

Art. 8	Art. 8
Artikel 322, §1, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, wordt opgeheven.	L'article 322, §1 ^{er} , alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, est abrogé.
<u>Afdeling 5 : Andere bepalingen</u>	<u>Section 5 : Autres dispositions</u>
Art. 9	Art. 9
De Brusselse Hoofdstedelijke Regering is bevoegd om de benamingen te laten overeenstemmen met die van de federale administraties, met de functies en graden van bepaalde ambtenaren, zoals vermeld in hoofdstuk 2, aan de aanpassingen van de benamingen, functies en graden zoals bepaald in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.	Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est autorisé à faire concorder les dénominations des administrations fédérales, les fonctions et les grades de certains fonctionnaires, tels que visés au chapitre 2, à la modification des dénominations, fonctions et grades dans le Code des impôts sur les revenus 1992.
De besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering genomen en vermeld in het eerste lid worden bekrachtigd door het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.	Les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pris en vertu de l'alinéa premier sont sanctionnés par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.
Art. 10	Art. 10
Te rekenen vanaf 1 januari 2018, dient begrepen te worden onder 'een ambtenaar van de fiscale federale administratie' in zoverre het voorkomt in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en het niet aangepast werd door de huidige ordonnantie, een ambtenaar of elke andere persoon aangeduid door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor het vervullen van de vooropgestelde missies, of, bij het uitblijven van een aanstelling, de ambtenaar van de gewestelijke fiscale administratie of elke andere persoon, die in de feiten deze missies vervullen.	A compter du 1 ^{er} janvier 2018, il y a lieu de considérer que toute mention, dans les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992, non modifiées par la présente ordonnance, d'un fonctionnaire de l'administration fiscale fédérale, mentionne en fait le fonctionnaire ou toute autre personne désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour remplir les missions en question, ou, à défaut de désignation, le fonctionnaire de l'administration fiscale régionale, ou toute autre personne, qui remplit dans les faits ces missions.
<u>Hoofdstuk 3. Wijzigingsbepalingen van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.</u>	<u>Chapitre 3. Dispositions modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale</u>
Art. 11	Art. 11
In artikel 17, §1, van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden de woorden "op het grondgebied van het Gewest" vervangen door de woorden "op het grondgebied van België".	Dans l'article 17, §1 ^{er} , de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, les mots «sur le territoire de la Région» sont remplacés par les mots «sur le territoire de la Belgique».

Art. 12	Art. 12
In artikel 24 van dezelfde ordonnantie worden de volgende wijzigingen aangebracht:	A l'article 24 de la même l'ordonnance, les modifications suivantes sont apportées:
1° de zin "De regering stelt ook de te gebruiken modellen vast." wordt opgeheven;	1° la phrase «Il fixe également les modèles à utiliser.» est abrogée;
2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende: "Indien de akte waarvan sprake niet verleden wordt binnen drie maanden te rekenen van de verwittiging, wordt deze verwittiging als niet bestaande beschouwd."	2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit: «Si l'acte envisagé n'est pas passé dans les trois mois à compter de la notification, cette notification sera considérée comme non-avenue.».
Art. 13	Art. 13
In artikel 25, tweede lid, van dezelfde ordonnantie wordt de zin "De regering stelt ook de te gebruiken modellen vast." opgeheven.	Dans l'article 25, alinéa 2, de la même ordonnance, la phrase «Il fixe également les modèles à utiliser.» est abrogée.
Art. 14	Art. 14
In artikel 26, laatste lid, van dezelfde ordonnantie wordt de zin "De regering stelt ook de te gebruiken modellen vast." opgeheven.	Dans l'article 26, dernier alinéa, de la même ordonnance, la phrase «Il fixe également les modèles à utiliser.» est abrogée.
Art. 15	Art. 15
In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 27/1 ingevoegd, luidende:	Dans la même ordonnance, il est inséré un article 27/1 rédigé comme suit:
"Artikel 27/1. De artikelen 24 tot en met 27 zijn van toepassing op elke persoon die bevoegd is om de authenticiteit te verlenen aan de in artikel 24 bedoelde akten."	«Article 27/1. Les articles 24 à 27 sont applicables à toute personne habilitée à donner l'authenticité aux actes visés à l'article 24. »
Art. 16	Art. 16
In dezelfde ordonnantie wordt een artikel 27/2 ingevoegd, luidende:	Dans la même ordonnance, il est inséré un article 27/2 rédigé comme suit :
"Artikel 27/2. In het kader van de uitwisselingen bedoeld in de artikelen 24 tot en met 27, mag door alle betrokken partijen gebruik worden gemaakt van de rijksregisternummer, zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid, of van artikel 2bis, derde lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen, van de personen waarover gegevens worden uitgewisseld."	«Article 27/2. Dans le cadre des échanges visés aux articles 24 à 27, les parties concernées peuvent utiliser le numéro du registre national, visé à l'article 2, alinéa 2, ou de l'article 2bis, alinéa 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, de la personne concernant laquelle des données sont échangées.»

Hoofdstuk 4. Inwerkingtreding	Chapitre 4. Entrée en vigueur
Art. 17	Art. 17
Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2018.	La présente ordonnance entre en vigueur au 1 ^{er} janvier 2018.
Brussels,	Bruxelles,
Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,	Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
De Minister-President,	Le Ministre-Président,
Rudi VERVOORT	Rudi VERVOORT
De Minister van Financiën,	Le Ministre des Finances,
	
Guy VANHENGEL	Guy VANHENGEL

<u>Ontwerp van ordonnantie houdende de wijzigingsbepalingen in het licht van de overname van de dienst onroerende voorheffing en van de wijziging van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest</u>	<u>Projet d'ordonnance contenant des dispositions diverses en vue de la reprise du service du précompte immobilier et modifiant l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale</u>
MEMORIE VAN TOELICHTING	EXPOSÉ DES MOTIFS
I. ALGEMENE COMMENTAAR	I. COMMENTAIRE GENERAL
<p>1. <u>Inleiding</u></p> <p>Deze ordonnantie bestaat uit twee delen die enkele wijzigingen inhouden die noodzakelijk zijn voor de overname van de dienst onroerende voorheffing door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.</p> <p>Het eerste deel bestaat uit de aanpassing van de benaming van de ambtenaren binnen de Federale Overheidsdienst en de diensten bevoegd voor de onroerende voorheffing, met als doel de aanpassing ervan aan de structuur van de fiscale regionale administratie en aan de benamingen van haar eigen ambtenaren en deze ook bevoegd maken voor het beheer van de dossiers vanaf 1 januari 2018.</p> <p>Het tweede onderdeel van deze ordonnantie bevat een aantal wijzigingen van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (hierna de ordonnantie van 21 december 2012). Deze wijzigingen beogen de optimalisatie van de informatiestromen tussen de fiscale administratie en de notarissen teneinde de invorderingsprocessen te verbeteren (de "vierde weg").</p> <p>2. <u>De aanpassing van de benaming van de ambtenaren.</u></p> <p>In het artikel 5, §3, eerste lid, tweede zin, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten voorziet dat: <i>"Vanaf het tweede begrotingsjaar volgend op de datum van</i></p>	<p>1. <u>Introduction</u></p> <p>Cette ordonnance contient deux parties, introduisant certaines modifications nécessaires pour la reprise du service du précompte immobilier par la Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>La première concerne l'adaptation des dénominations des fonctionnaires au sein du Service Public Fédéral Finances et des services compétents pour le précompte immobilier, en vue de les adapter à la structure de l'administration fiscale régionale et aux dénominations de fonctionnaires qui lui sont propres, et ainsi rendre ces derniers compétents pour le traitement des dossiers à partir du 1^{er} janvier 2018.</p> <p>La deuxième partie de cette ordonnance contient un nombre de modifications de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale (ci-après l'ordonnance du 21 décembre 2012). Ces modifications visent à optimiser les flux d'information entre l'administration fiscale et les notaires afin d'améliorer les processus de recouvrement (la «quatrième voie»).</p> <p>2. <u>L'adaptation des dénominations des fonctionnaires</u></p> <p>L'article 5, §3, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions prévoit qu'<i>"A partir de la deuxième année budgétaire suivant la date de notification du gouvernement de la région</i></p>

<p><i>notificatie van de gewestregering aan de federale regering van de beslissing tot het zelf verzekeren van de dienst van de betrokken belastingen, zorgt het betrokken gewest voor de dienst van deze belastingen”.</i></p> <p>De notificatie hiervan is gegeven op 18 december 2015, met als doel de dienst van de onroerende voorheffing over te nemen vanaf 1 januari 2017. Op 6 maart 2016, heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering gecommuniceerd aan de federale regering dat de dienstovername inzake onroerende voorheffing zal worden uitgevoerd tot aan de heffing in 2018. Daarenboven formaliseert de ordonnantie van 23 maart 2017 houdende de overname van de dienst inzake onroerende voorheffing deze overname.</p> <p>Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest neemt de dienst inzake onroerende voorheffing over vanaf de 1 januari 2018. Dit impliceert weliswaar dat deze het beheer van dossiers overneemt die reeds vóór 1 januari 2018 geopend zijn en nog open zouden zijn op deze datum.</p> <p>Het is inderdaad zo dat in de voorbereidende werken van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende de herfinanciering van de gemeenschappen en de uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de gewesten, het begrip “belastingdienst” moet begrepen worden als het proces van het vestigen van de belastbare basis, de berekening van de belasting, de controle op de belastbare basis en de belasting alsook de ermee betrekking houdende procesvoering (met betrekking tot administratieve procesvoering ofwel gerechtelijke procesvoering), het heffen en het herstel van de belasting (het geen de kosten en de interesten inhouden). (<i>Parlementaire Stukken</i> Kamer, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 160).</p> <p>Aldus dienen aan een Gewest dat een dienst inzake een regionale belasting overneemt, de dossiers die nog geopend zijn op de Federale Overheidsdienst Financiën op 1 januari 2018 overdragen</p>	<p><i>au gouvernement fédéral de la décision d’assurer elle-même le service des impôts concernés, la région concernée assure le service de ces impôts».</i></p> <p>La notification a été effectuée le 18 décembre 2015, afin de reprendre le service du précompte immobilier à partir du 1^{er} janvier 2017. Le 6 mars 2016, le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a communiqué au gouvernement fédéral que la reprise du service du précompte immobilier sera reporté jusqu’à l’exercice d’imposition 2018. En outre, l’ordonnance du 23 mars 2017 portant reprise du service du précompte immobilier formalise cette reprise.</p> <p>La Région de Bruxelles-Capitale reprend le service du précompte immobilier à partir du 1^{er} janvier 2018. Mais cela implique également que celle-ci reprenne la gestion des dossiers ouverts antérieurement au 1^{er} janvier 2018, et qui serait encore ouverts à cette date.</p> <p>En effet, dans les travaux préparatoires de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions, dans la notion de « service de l’impôt » doivent être compris le processus de l’établissement de la base imposable, le calcul de l’impôt, le contrôle de la base imposable et de l’impôt, ainsi que le contentieux y afférent (tant administratif que judiciaire), la perception et le recouvrement de l’impôt (en ce compris les frais et intérêts) (<i>Doc. Parl.</i>, Chambre, 2000-2001, DOC 50-1183/007, p. 160).</p> <p>Ainsi, lorsqu’une Région reprend le service d’un impôt régional, doivent lui être transférés les dossiers qui sont encore ouverts au Service Public Fédéral Finances au 1^{er} janvier 2018. La Région doit donc,</p>
--	--

<p>worden. Het gewest moet dus, met name de continuïteit van de behandeling van de gerechtelijke en administratieve geschillen verzekeren.</p> <p>Om dit mogelijk te maken, is het dus noodzakelijk om de benamingen van de verschillende functies en diensten in het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992 aan te passen vanaf 1 januari 2018 zodat de dossiers houdende de onroerende voorheffing kunnen behandeld worden door de ambtenaren van de Gewestelijke fiscale administratie.</p> <p>3. <u>De “vierde weg”</u></p> <p>Het derde hoofdstuk van deze ordonnantie wijzigt een aantal artikelen van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de toepassing van de zogenaamde vierde weg voor het invorderen van fiscale schulden te optimaliseren. Het gaat hoofdzakelijk om technische wijzigingen.</p>	<p>notamment, assurer la continuité du traitement des litiges, tant administratifs que judiciaires.</p> <p>Pour ce faire, il est donc nécessaire que les dénominations des différents fonctions et services soient adaptées dans le Code des impôt sur les revenus 1992 à partir du 1^{er} janvier 2018 pour que les dossiers relatifs au précompte immobilier puissent être valablement traités par les agents de l'Administration fiscale régionale.</p> <p>3. <u>La «quatrième voie»</u></p> <p>Le troisième chapitre de cette ordonnance modifie un nombre d'articles de l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale afin d'optimiser le recouvrement des dettes fiscales par le biais de la quatrième voie. Il s'agit majoritairement des modifications techniques.</p>
II. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING	II. COMMENTAIRE DES ARTICLES
<u>Hoofdstuk 1. Inleidende bepaling</u>	<u>Chapitre 1^{er}. Disposition introductive</u>
<u>Artikel 1</u>	<u>Article 1^{er}</u>
Dit artikel noodzaakt geen bijzonder commentaar.	Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.
<u>Hoofdstuk 2. Wijzigingsbepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992.</u>	<u>Chapitre 2. Dispositions modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992</u>
<u>Afdeling 1: Algemene Bepalingen</u>	<u>Section 1^{ère}: Dispositions générales</u>
<u>Art. 2</u>	<u>Art. 2</u>
<p>Dit artikel stelt dat de aanpassingen die doorgevoerd worden in de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992 enkel van toepassing zijn inzake de bepalingen over de onroerende voorheffing.</p> <p>Het is inderdaad zo dat de meerderheid van de bepalingen van TITEL VII van het Wetboek van Inkomstenbelastingen van 1992 (“Vestiging en invordering van de belastingen”) van toepassing zijn op het</p>	<p>Cet article prévoit que les modifications intervenant dans les dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 ne sont d'application que dans l'hypothèse où celle-ci s'appliquent au précompte immobilier.</p> <p>En effet, la plupart des dispositions contenues dans le Titre VII du Code des impôts sur les revenus 1992 («Etablissement et recouvrement des impôts») sont applicables à l'ensemble des</p>

geheel van de inkomstenbelastingen (personenbelasting, vennootschapsbelasting, rechtspersonenbelasting en belasting op niet-inwoners). Het is aldus noodzakelijk om de wijzigingen die volgen, te beperken tot de onroerende voorheffing alleen.	impôts sur les revenus (impôt des personnes physiques, impôt des sociétés, impôts des personnes morales et impôt des non-résidents). Il est donc nécessaire de circonscrire les modifications qui suivent au précompte immobilier uniquement.
Art. 3	Art. 3
Dit artikel heeft als doel om het woord “Koning” te vervangen door de woorden “de Brusselse Hoofdstedelijke Regering”. De federale regering is namelijk niet meer bevoegd vanaf 1 januari 2018 om de bepalingen uit te voeren met betrekking tot de bevoegdheid over de onroerende voorheffing die toekomt aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.	Cet article a pour but que le mot «Roi» soit remplacé par les mots «Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale». En effet, le gouvernement fédéral ne sera plus compétent à partir du 1 ^{er} janvier 2018 pour exécuter des dispositions relevant de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de précompte immobilier.
<u>Afdeling 2: Wijzigingsbepalingen van toepassing op het Wetboek van de inkomstenbelasting van 1992.</u>	<u>Section 2: Dispositions modificatives applicables à l'ensemble du Code des impôts sur les revenus 1992</u>
Art. 4 en 5	Art. 4 et 5
Afdeling 2 van het hoofdstuk bevat de wijzigingen die worden aangebracht aan het Wetboek van de inkomstenbelasting van 1992 in enerzijds het Frans, en anderzijds het Nederlands. Dit werd op deze manier opgesteld, enerzijds vanuit het aandachtspunt om de twee taalversies en hun nuances beter te respecteren, en anderzijds ook omdat de twee versies niet strikt identiek aan elkaar zijn. Zo werd er vastgesteld dat artikel 376, §3, in de Franse versie nog de benaming ‘directeur van de bijdragen’ (vervangen in de wet van 15 juni 2016 door «adviseur-generaal van de administratie bevoegd voor de vestiging van de belastingen op inkomsten») hanteert, terwijl de Nederlandstalige versie de meer recente benaming gebruikt («adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelasting»).	La section 2 du chapitre reprend les modifications intervenant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 en langue française d’une part, et en langue néerlandaise, d’autre part. Ceci a été rédigé comme tel, d’une part, dans un souci de respecter au mieux les deux versions linguistiques et leurs nuances, et, d’autre part, en raison du fait que les deux versions ne sont pas strictement identiques. Par exemple, il a été constaté que l’article 376, §3, contient encore, dans la version en français, la dénomination «directeur des contributions» (remplacée depuis le 15 juin 2016 par «conseiller général de l’administration en charge de l’établissement des impôts sur les revenus»), alors que le texte néerlandais de l’article 376, §3, contient la dénomination la plus récente («adviseur-generaal van de administratie die belast met de vestiging van de inkomstenbelasting»).
Het artikel 4 (voor wat betreft de Franstalige versie) en het artikel 5 (voor wat betreft de Nederlandstalige versie) hernemen de wijzigingen op algemene wijze en die toepasselijk kunnen zijn op het gehele Wetboek van de inkomstenbelastingen van	L’article 4 (pour ce qui concerne le texte français) et l’article 5 (pour ce qui concerne le texte néerlandais) reprennent les modifications qui peuvent intervenir de façon générale et qui sont susceptibles de s’appliquer dans l’ensemble du Code des

<p>1992. Bij wijze van illustratie, wat betreft het toepassen van de onroerende voorheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, is het mogelijk om alle federale benamingen te vervangen door «adviseur-generaal van de administratie die belast is met de vestiging van de inkomstenbelasting» door «de statutaire en contractuele ambtenaar of elke andere persoon met dit doeleinde aangepast door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest». De aanwijzing van de bevoegde ambtenaar van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal gebeuren via een regeringsbesluit of ministerieel besluit, afhankelijk van de betrokken bepaling.</p>	<p>impôts sur les revenus 1992. A titre d'exemple, en ce qui concerne l'application du précompte immobilier en Région de Bruxelles-Capitale, il est possible de remplacer toutes les dénominations fédérales «conseiller général de l'administration en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus» par «fonctionnaire statutaire et contractuel ou toute autre personne désigné à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale». La désignation du fonctionnaire compétent en Région de Bruxelles-Capitale interviendra par arrêté du gouvernement ou par arrêté ministériel, selon la disposition concernée.</p>
<p>Conform het advies van afdeling wetgeving van de Raad van State van 2 september 2015 (57.949/2/V) over het ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de uitvoering van de ordonnantie tot invoering van een kilometerheffing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor zware voertuigen bedoeld of gebruikt voor het vervoer van goederen over de weg, ter vervanging van het eurovignet', die de volgende bepaling inhoudt: <i>"het is de regel dat functies die de uitoefening van een deel van het openbare gezag inhouden niet toevertrouwd mogen worden aan een contractueel personeelslid, behalve als een uitdrukkelijke wettelijke bepaling dit toestaat"</i>, er wordt uitdrukkelijk voorzien dat een contractuele ambtenaar evenzeer kan aangesteld worden door de regering voor het uitvoeren van de missies betreffende de vestiging, het innen, controle en invorderen van de onroerende voorheffing.</p>	<p>Conformément à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat du 57.949/2/V du 2 septembre 2015 sur le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'exécution de l'ordonnance introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-Capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'eurovignette, qui dispose que <i>«il est de règle que des fonctions qui impliquent l'exercice d'une parcelle de la puissance publique ne peuvent pas être confiées à un agent contractuel, sauf si une disposition légale expresse l'autorise»</i>, il est prévu expressément qu'un fonctionnaire contractuel peut également être désigné par le gouvernement pour remplir des missions relatives à l'établissement, à la perception, au contrôle et au recouvrement du précompte immobilier.</p>
<p>Er wordt eveneens voorzien dat elke andere persoon dan een ambtenaar van de fiscale regionale administratie kan aangesteld worden door de regering voor het verzekeren van deze missies.</p>	<p>Il est également prévu que toute personne, autre qu'un fonctionnaire de l'administration fiscale régionale, peut être désignée par le gouvernement pour assurer ces mêmes missions.</p>
<p><u>Afdeling 3: Gerichte van toepassing zijnde bepalingen</u></p>	<p><u>Section 3: Dispositions d'application ponctuelle</u></p>

Art. 6 en 7	Art. 6 et 7
Afdeling 3 van hoofdstuk 2 herneemt ook de bepalingen in het Frans en de bepalingen in het Nederlands.	La section 3 du chapitre 2 reprend aussi des dispositions en langue française et les dispositions en langue néerlandaise.
Deze afdeling herneemt de wijzigingen die niet mogelijk zijn om op algemene wijze door te voeren en beoogt punctuele wijzigingen, dit wil zeggen door een éénmalige aanpassing in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, in afwijking van de artikelen 4 en 5 (toepassing van het principe <i>lex specialis derogat legi generali</i>).	Cette section reprend les modifications qu'il n'était pas possible d'effectuer de façon générale et vise les modifications qui interviennent de façon ponctuelle, c'est-à-dire une seule fois dans le Code des impôts sur les revenus 1992, par dérogation aux articles 4 et 5 (application du principe <i>lex specialis derogat legi generali</i>).
<u>Afdeling 4: Opheffingsbepaling</u>	<u>Section 4: Disposition abrogatoire</u>
Art. 8	Art. 8
Het artikel 322, §1, tweede alinea, stelde dat <i>"In elk geval, het recht om derden te horen en over te gaan tot het verhoren kan uitsluitend uitgevoerd worden door een functiehouder die een titel hoger heeft dan die van attaché."</i> De afschaffing van deze bepaling heeft als doel om het recht om het horen van derden en de uitvoering van verhoren niet uitsluitend voor te behouden aan de ambtenaren die een hogere titel hebben dan die van attaché.	L'article 322, §1 ^{er} , alinéa 2, disposait que <i>«Toutefois, le droit d'entendre des tiers et de procéder à des enquêtes ne peut être exercé que par un agent ayant un titre supérieur à celui d'attaché.»</i> Son abrogation a pour but que l'audition de tiers et la réalisation d'enquêtes ne soient pas cantonnées aux agents ayant uniquement un titre supérieur à celui d'attaché.
<u>Afdeling 5: Andere bepalingen</u>	<u>Section 5: Autres dispositions</u>
Art. 9	Art. 9
Dit artikel strekt ertoe de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te machtigen om wijzigingen in de benaming, bedoeld in voorafgaande artikelen, door te voeren wanneer op federaal niveau deze benamingen in het Wetboek van de inkomstenbelasting 1992 zouden gewijzigd worden. Een dergelijke wijziging op federaal niveau zou mogelijks tot verwarring kunnen leiden. Via de machtiging aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt vermeden dat voor een louter technische aangelegenheid de ordonnantie zou moeten gewijzigd worden als bij voorbeeld bepaalde graden van ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën zouden gewijzigd worden. Met een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan hier vlugger en soepeler op ingespeeld worden.	Cet article a pour but d'autoriser le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à effectuer les modifications des dénominations, visées dans les articles précédents, lorsque ces dénominations seraient modifiées dans le Code des impôts sur les revenus 1992, au niveau fédéral. Il est possible qu'une telle modification au niveau fédéral entraîne une confusion. En donnant autorisation au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, il est évité que pour une simple question technique, l'ordonnance doive être modifiée, par exemple si les grades des fonctionnaires du Service Public Fédéral Finances devaient être modifiés. Un arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut y répondre plus rapidement et plus souplement.

Art. 10	Art. 10
Dit artikel doet dienst als een “catch-all bepaling” voor zover een naamswijziging over het hoofd gezien werd. Hiervoor is een cascadesysteem voorzien. In een eerste fase, dient de benaming van de federale ambtenaar te worden gelezen zoals bepaald door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, of elke andere persoon aangeduid door deze regering. In het geval deze benaming niet volbracht werd, moet in dit geval begrepen worden dat de bevoegdheid wordt uitgevoerd door de ambtenaar of de persoon die, in de feiten, de aangewezen missie uitvoert door de betrokken bepaling.	Cet article fait office de «disposition balai», dans le cas où un changement de dénomination aurait été omis. Un système en cascade est prévu à cet effet. Dans un premier temps, la dénomination du fonctionnaire fédéral doit être lu comme étant celui désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ou toute personne désignée par ce Gouvernement. Si aucune désignation n’a été accomplie par ce dernier, il y a lieu d’entendre que la compétence est exercée par le fonctionnaire ou la personne qui, dans les faits, exerce la mission dévolue par la disposition en question.
Hoofdstuk 3. Bepalingen tot wijziging van de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest	Chapitre 3. Dispositions modifiant l’ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale.
Art. 11	Art. 11
Dit artikel beoogt een uitbreiding van de groep van onroerende goederen waarop namens het Gewest een hypotheek kan worden genomen.	Cet article vise d’étendre la groupe des biens immeubles sur lesquels une hypothèque peut être pris au nom de la Région.
Art. 12	Art. 12
Dit artikel beperkt de geldigheid van de verwittiging in de tijd.	Cet article limite dans le temps la validité de la notification.
Art. 13	Art. 13
Dit artikel zorgt voor meer soepelheid in de procedure van de “vierde weg”.	Cet article crée plus de souplesse dans le cadre de la procédure de la «quatrième voie».
Art. 14	Art. 14
Dit artikel zorgt voor meer soepelheid in de procedure van de “vierde weg”.	Cet article crée plus de souplesse dans le cadre de la procédure de la «quatrième voie».
Art. 15	Art. 15
Dit artikel breidt het toepassingsgebied van de regelgeving met betrekking tot de “vierde weg” uit tot “publieke notarissen”.	Cet article élargit le champ d’application de la réglementation concernant la «quatrième voie» aux «notaires publics».
Art. 16	Art. 16
Dit artikel bevat een wettelijke grondslag voor het gebruik van de gegevens van het rijksregister in het kader van de “vierde weg”.	Cet article contient la base légale pour l’utilisation des données du Registre National dans le cadre de la «quatrième voie».

Hoofdstuk 4. Inwerkingtreding	Chapitre 4. Entrée en vigueur
Art. 17.	Art. 17.
Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2018, meer bepaald op de dag waarop het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de dienst van de onroerende voorheffing overneemt.	La présente ordonnance entre en vigueur le 1 ^{er} janvier 2018, c'est-à-dire le jour où la Région de Bruxelles-Capitale reprend le service du précompte immobilier.

Guy VANHENGEL